L'histoire contemporaine

Philippe Poirrier

▶ **To cite this version:**

Philippe Poirrier. L'histoire contemporaine. Les historiens français à l'œuvre,1995-2010, PUF, pp.69-87, 2010. halshs-00593503

HAL Id: halshs-00593503
https://shs.hal.science/halshs-00593503

Submitted on 16 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source : Philippe Poirrier, « L'histoire contemporaine » dans CAUCHY Pascal, GAUVARD Claude et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les historiens français à l'œuvre,1995-2010*, Paris, PUF, 2010, p. 69-87.

L'histoire contemporaine

Restituer, de manière synthétique et non caricaturale, les principales tendances qui ont gouverné, depuis quinze ans, l'histoire contemporaine en France relève de la gageure. L'exercice demeure somme toute difficile, et l'horizon de l'exhaustivité n'est pas une ambition raisonnable. Nous avons choisi quelques entrées, qui seront utilement et heureusement complétées par les contributions thématiques de ce volume. Dans un premier temps, nous examinerons les structures institutionnelles d'un paysage académique en mutation ; puis quelques débats qui ont mobilisé, et contribué à organiser, les chercheurs ; enfin, nous insisterons sur l'internationalisation de la recherche ; le renouveau des approches réflexives, et les enjeux de la valorisation des recherches des contemporanéistes[1].

Un paysage académique en mutation

Une première pesée quantitative permet de prendre la mesure de ce que représentent les contemporanéistes au sein du paysage académique. Un peu plus de 700 contemporanéistes, historiens titulaires, peuvent être comptabilisés en 2008-2009 ; essentiellement dans la cinquantaine d'universités qui comportent des départements d'histoire[2]. La diversité est grande d'une université à l'autre. Cette configuration permet de distinguer les grandes universités parisiennes (une quarantaine d'enseignants-chercheurs à l'université de Paris-I Panthéon Sorbonne ; une trentaine à l'université de Paris-IV Sorbonne, une vingtaine à Paris Ouest Nanterre La Défense), quelques départements importants en région (Aix-Marseille, Toulouse Le Mirail, Lille Charles-de-Gaulle, Lyon Lumière : une vingtaine d'enseignants chercheurs), et une majorité de départements d'histoire qui comptent entre 5 et 15 enseignants-chercheurs. L'EHESS (environ 70 contemporanéistes), l'Ecole pratique des hautes études (une vingtaine de chercheurs), l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (une quinzaine de contemporanéistes) et les IEP de province, quelques grands établissements scientifiques comme l'Ecole des chartes, l'Inalco et les Ecoles normales supérieures ont renforcé leurs équipes.

---

[1] Merci à Laurent Martin, Loïc Vadelorge, Xavier Vigna et Jean Vigreux qui ont accepté de relire une première version de ce texte.

[2] Nous utilisons la liste publiée par l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche (AHCESR).

Le CNRS n'a guère renforcé son potentiel. Ses deux unités propres ont connu des trajectoires contrastées. L'Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC) s'est rapproché des historiens et historiens de l'art de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. Le rapprochement, un temps envisagé, entre l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) et le Centre d'histoire de science Po ne s'est pas concrétisé. Laboratoire généraliste, l'IHTP se singularise plutôt par une manière d'aborder les thématiques, et non dans les objets travaillés. Ces quinze dernières années, de nouvelles interrogations ont été déclinées sur la guerre, sa violence, les modalités de sortie de conflit, le traitement du procès par l'image, l'invasion de la société par ces images, la victimisation, l'avènement de nouveaux régimes d'historicité, interrogations qui sont venues s'arrimer sur les précédentes, tenant aux épurations, à la mobilisation, à la collaboration, à la mémoire notamment. Ajoutons néanmoins, qu'au-delà de ces deux unités propres, les chercheurs du CNRS sont également présents au sein des Unités mixtes et de recherches avec de forts contrastes d'une unité à l'autre, entre Paris et les équipes en région. Surtout, le vieillissement de l'effectif des chercheurs suscite de vraies inquiétudes, notamment dans le cas des laboratoires qui se consacrent à l'analyse sur les aires culturelles, quant à la survie de certains champs de recherche dans le cadre du CNRS.

La géographie des laboratoires de recherches n'épouse pas totalement les structures des départements d'histoire des universités. La tendance des dernières années a été au renforcement des centres de recherche dans le cadre de fusions, souvent imposées par le Ministère de la recherche et le Centre national de la recherche scientifique, et acceptées non sans réserve par les équipes de recherches. La taille et les périmètres des UMR se sont élargis. Quelques équipes d'accueil, comme le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelinnes, ont su être attractives. Ce paysage académique, qui gouverne pour une part les logiques la recherche, n'est pas figé, et les incertitudes demeurent nombreuses. L'avenir des Sciences humaines et sociales au sein du CNRS est toujours en débat. Le « Plan Campus», impulsé en 2008, et la multiplication en région des Pôles de recherches et d'enseignement supérieur (PRES) devraient susciter de profondes recompositions des équipes de recherches. La création d'un pôle « Histoire et mondes contemporains », centre pluridisciplinaire autour d'une forte composante historique, sur le site Condorcet 2, qui concerne plusieurs établissements parisiens, devrait regrouper plusieurs UMR dont le Centre d'histoire sociale du XXe siècle et l'IRICE (Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe). Au total, la domination parisienne est restée forte, avec plus de 42% des historiens contemporanéistes,

même si les équipes de recherche des laboratoires installés dans les universités en région se sont renforcées, et mieux structurées, selon des formes diverses, transpériodes ou pluridisciplinaires selon les cas. En 2004, plus des deux tiers des chercheurs de la section 33 du CNRS étaient affectés au sein de laboratoires parisiens.

Dans le même temps, le marché universitaire est resté plutôt tendu, malgré les renouvellements générationnels suscités par la démographie des équipes. La réforme des études doctorales, initiée au milieu des années 1980, a commencé à traduire ses effets pratiques au début des années 1990. Le seuil d'exigence de la « nouvelle thèse », supérieur à l'ancienne thèse de troisième cycle, et l'habilitation à diriger des recherches ont permis au chercheur de décliner une plus grande diversité de thématiques. Le succès de différents statuts — allocataires temporaires d'enseignement et de recherche, allocataires de recherches, allocataires moniteurs et allocataires moniteurs normaliens – a contribué à l'émergence de docteurs de qualité. En histoire contemporaine, encore que la situation soit variable d'une université à l'autre, l'agrégation d'histoire est restée un sésame essentiel à l'intégration dans l'enseignement supérieur. L'écart entre le nombre de candidats et le nombre de postes ouverts au recrutement est resté très élevé, davantage que pour les périodes antiques, médiévales et modernes : de 1/120 à 1/70 selon les profils de poste. Le seuil d'entrée dans le métier est particulièrement élevé. C'est un signe incontestable de l'attractivité préservée de l'histoire contemporaine chez les jeunes chercheurs ; c'est aussi, et moins positivement, une configuration qui traduit la difficile insertion professionnelle des docteurs en histoire contemporaine. En 2004, un texte, signé par de jeunes contemporanéistes, publié dans *Vingtième siècle* sous le titre « Sauver aussi la recherche en sciences humaines et sociales à l'université », exprimait toute une série d'inquiétudes légitimes[3].

Les principales tendances, signalées en 1995 par René Rémond, se sont renforcées[4]. Le dix-neuvième siècle mobilise moins de chercheurs, non sans contrastes dans le détail. La période révolutionnaire, après les fastes commémoratifs et la densité des débats autour du Bicentenaire, réunit un « noyau actif et cohérent » — la formule est de Jean-Clément Martin (1) — de chercheurs. La tendance est à l'ouverture chronologique, vers l'amont et la remise en cause de la Monarchie depuis le coup de Maupéou en 1770 ; vers l'aval jusqu'aux années

---

3 Sylvie Aprile, Isabelle Backouche, Caroline Douki, Isabelle Heullant-Donat, Sandrine Kott, Marie-Anne Matard-Bonucci et Stéphane Michonneau, « Sauver aussi les sciences humaines et sociales à l'université », *Vingtième Siècle*, avril 2004, n° 83, p. 185-189.

4 René Rémond, « L'histoire contemporaine » dans François Bédarida (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, MSH, 1995, p. 247-251.

1830-1840. « Une histoire toujours vivante » : tel est le sous-titre du bilan historiographique le plus récent publié sous la direction de Michel Biard (2). Restauration et Monarchie de Juillet font l'objet de nouvelles investigations. Longtemps moribondes, les études sur la Restauration se sont renouvelées, notamment par la redécouverte de la « modernité » de la période (3). Le Second Empire a fait l'objet d'une réhabilitation prudente comme période de recherches. En revanche, les Seconde et Troisième Républiques constituent toujours des champs actifs pour la recherche en histoire contemporaine. « Penser le XIXe siècle », titre d'une livraison de la *Revue d'histoire du XIXe siècle* (1996) et programme pérenne de ladite revue, a contribué, depuis une large décennie, à une remise en cause des anciens modèles historiographiques ; à la volonté d'échapper à la linéarité de ce siècle, en privilégiant notamment le croisement des temporalités multiples.

Surtout, la place des vingtiémistes s'est incontestablement renforcée au sein des départements d'histoire ces quinze dernières années. La trajectoire d'historiens, membres de la génération des baby-boomers, le confirme : glissement ou élargissement de la fin du XIXe siècle vers l'entre-deux-guerres pour certains ; des années 1930 vers l'après-1945 pour d'autres. Alors que certains d'entre eux s'interrogeaient sur la légitimité d'aborder les années 1960, les jeunes chercheurs, issus des générations des années 1960 et 1970, investissaient plus largement, quel que soit leur thème de recherches, et avec volontarisme, l'histoire du temps présent. Cette dernière s'est banalisée, non sans continuer à susciter quelques réserves, et n'est plus réductible aux seules périodes sensibles de notre histoire nationale comme le régime de Vichy ou la guerre d'Algérie. L'ensemble du XXe siècle mobilise aujourd'hui des historiens qui utilisent les outils offerts par les différents domaines historiques. Cette présence rend d'autant plus inéluctable la confrontation avec les autres sciences sociales présentes sur ce territoire. L'exemple des travaux, souvent collectifs, qui portent depuis deux décennies sur Mai 68 est particulièrement significatif. « L'événement » est réinséré dans une temporalité plus longue, et mobilise des historiens, des sociologues et des politistes (4). Il n'en reste pas moins vrai que les historiens du temps présent ont accordé, dès les débuts de cette pratique historienne, une attention particulière aux événements traumatiques de l'histoire européenne du XXe siècle. Ils privilégient de plus en plus une histoire transnationale et comparative. Plusieurs processus sont particulièrement analysés : la représentation et les usages sociaux du passé, la mise au présent du passé et la mise en histoire du présent. La notion même d'événement s'en trouve revisitée. L'historien du temps présent déploie, comme le souligne Henry Rousso, « une forme d'engagement dans la cité » : énoncer des vérités incontestables,

lutter contre toutes les formes de négationnisme et accompagner le basculement du présent dans le passé.

La machinerie commémorative, toujours très présente, a accompagné, au plan des recherches comme des publications, l'organisation des agendas des contemporanéistes : poursuite du Bicentenaire de la Révolution française vers le Directoire, le Consulat, puis l'Empire ; 150e anniversaire de la Révolution de 1848 (1998) ; centenaire de la condamnation de Dreyfus (1994), relayée en 1998 à l'occasion du centenaire de la publication de « J'accuse… ! » de Zola, puis en 2006 lors du centenaire de la réhabilitation du capitaine ; 80e puis 90e anniversaire de la Grande Guerre ; 50e puis 60e anniversaire de la Libération ; 60e puis 70e anniversaire du Front populaire ; 30e et surtout 40e anniversaire de Mai 1968 ; 50e anniversaire de la Ve République (2008)… La liste est longue de ces anniversaires au sein de laquelle, chaque année depuis 1998, le Haut comité des célébrations nationales, sélectionne ceux que l'Etat juge bon de célébrer au nom de tous les citoyens[5]. Le contemporanéiste est fortement mobilisé, entre opportunité scientifique, conviction citoyenne, et réponse à la demande sociale

Vers une histoire socio-culturelle ?

En 2006, le rapport de la section 33 « Mondes modernes et contemporains » du CNRS dressait un constat lucide, mais aussi désenchanté : « il n'existe pas (ou plus) de paradigme dominant commun aux différents champs de l'approche historique, et les fronts pionniers varient considérablement d'un domaine à l'autre, rendant tout effort de synthèse réducteur et inutile ». Pourtant, l'un des débats qui a animé ces quinze dernières années, et qui traverse les préoccupations de l'ensemble des contemporanéistes, a été la redéfinition de l'histoire sociale dans une conjoncture marquée par la montée en puissance de l'histoire culturelle (5 à 8). Cette dernière, qui se définit comme une « histoire sociale des représentations » (Pascal Ory), à la fois domaine spécifique de recherche et regard susceptible de colorer l'ensemble de la discipline historique, a été perçue, dans un premier temps, comme un danger pour les tenants de l'histoire sociale classique. La réception par ces derniers de l'« histoire conceptuelle du politique », qu'incarnent notamment les travaux de Pierre Rosanvallon (9), discutait une approche qui restait radicalement coupée de l'histoire de la société. L'histoire culturelle du

[5] Parmi les douze personnalités représentatives des domaines historique, littéraire, artistique, scientifique et technique qui siègent lors de l'installation du Haut comité en 1999, il faut signaler la présence de quatre contemporanéistes : Maurice Agulhon, Pierre Nora, Jean-Noël Jeanneney et Pascal Ory.

politique, diverse dans ses formes, s'est affichée comme une étape supplémentaire de la réhabilitation d'une histoire du politique, particulièrement dynamique en histoire contemporaine[6].

Pourtant, « La guerre froide entre histoire culturelle et sociale, si caractéristique des années 1990 a, pour Antoine De Baecque, pris fin dans le champ historiographique français »[7] ; simple « paix armée » pour Louis Hincker et Jacques Rougerie (« Relations sociales et espace public », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2006). Les malentendus semblent s'être progressivement dissipés. Les historiens du culturel ont montré que toutes les réalités sociales sont médiatisées par les représentations. De surcroît, les perspectives culturalistes ont été appropriées par les praticiens de l'histoire sociale. Les initiateurs du « tournant critique » des *Annales*, proposé à la fin des années 1980, ont également réaffirmé, au milieu des années 1990, l'ancrage de l'histoire culturelle au sein d'une histoire sociale rénovée (11 à 13). Ce nouveau consensus autour d'une « histoire culturelle du social » (Roger Chartier), appelée histoire socio-culturelle par certains, a sans doute été facilité, au sein du paysage historiographique français, par l'ancrage de la discipline au sein des sciences sociales, et le rejet très majoritaire des approches post-modernes issues des Nouveaux Mondes.

D'un débat, l'autre

D'autres débats, plus circonscrits, ont mobilisé la communauté des contemporanéistes, et ont rencontré un écho bien au-delà des seuls cercles académiques. Nous en retiendrons trois, parmi d'autres, pour leur caractère d'exemplarité : l'histoire du communisme ; la notion de « culture de guerre » et le renouveau de l'histoire coloniale.

La fin des années 1990 enregistre de vifs débats à propos de l'histoire du communisme, à l'heure de la disparition de l'Empire soviétique, URSS et « démocraties populaires » ; et de l'émergence de la question des archives dites de Moscou. Les publications respectives du *Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle* de François Furet (1995) et *Du Livre noir du communisme*, collectif dirigé par Stéphane Courtois (1997), suscitent un large écho. *Le siècle des communistes*, ouvrage collectif et pluridisciplinaire publié en 2000,

---

6 Sudhir Hazareesingh, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », *La Revue Historique*, 2007, n° 642, p. 355-368. Voir également le recueil de l'un des promoteurs de cette histoire culturelle du politique : Jean-François Sirinelli (10).

7 Antoine de Baecque, « Histoire culturelle et histoire sociale » dans Christian Delporte, Jean-Yves Mollier et Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Puf, 2010, p. 401-404.

s'affiche comme une réponse argumentée qui réfute la perspective criminogène (Stéphane Courtois), et souligne « la diversité des communistes et des communismes, la pluralité des motifs allégués et des espoirs fondateurs, tout en étudiant la chape de plomb qui progressivement vint enfermer les possibles ». Le débat entre historiens qui porte à la fois sur la manière d'aborder la question — histoire sociale versus histoire des idées — et sur les modalités, et *de facto* la légitimité, de la comparaison entre communisme et nazisme est marqué par la trajectoire propre des chercheurs, et contribue à fortement diviser la communauté des contemporanéistes. Les échos de ce débat contribuent à infléchir l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire des gauches plus largement, voire l'histoire de la Résistance.

Dans la même conjoncture, l'histoire de la Grande guerre enregistre un important renouveau, à partir de la notion de « culture de guerre ». Cette histoire culturelle de la Grande guerre possède deux caractéristiques : elle s'appuie institutionnellement sur une structure muséale (l'Historial de la Grande Guerre de Péronne inauguré en 1992) et s'inscrit dans une perspective internationale. Le groupe d'historiens, animé par Jean-Jacques Becker, qui a élaboré le discours de l'Historial a été pérennisé en Centre de Recherche international, fonctionnant indépendamment du musée. Ce réseau international de chercheurs allait impulser une véritable percée historiographique au service d'une histoire européenne de la guerre. En 2000, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker publient *14-18. Retrouver la guerre*, tentative de relecture de la Grande guerre à partir de trois entrées : la violence, la croisade et le deuil. Cette relecture de la Première Guerre mondiale suscite l'une des plus vives controverses historiographiques de ces dernières années. En forçant le trait, elle oppose ceux qui estiment que les combattants ont consenti à la guerre à ceux qui mettent au premier plan le rôle de l'appareil de répression. Par-delà cette ligne qui distingue « école du consentement » et « école de la contrainte », le débat est beaucoup plus large, interroge la méthode même de l'investigation historienne, en reposant notamment la question de la validité des témoignages ; en interrogeant les modalités de la construction et de la diffusion d'une culture commune. Certains chercheurs ont souligné la nécessité de dépasser cet antagonisme en développant des approches qui combinent analyses des comportements et des structures[8]. Le Collectif de recherche international et de débat sur la Grande Guerre (CRID 14-18) plaide, depuis 2005, pour « sortir résolument de l'alternative entre consentement et contrainte pour mettre en évidence d'autres attitudes faites d'indifférences, de résignation, de remise de soi

[8] Gerd Krumeich, « Où va l'histoire culturelle de la Grande Guerre ? », *14-18 Aujourd'hui*, 2002, n° 5, p. 7-13

ou, plus largement, de conformisme »[9]. L'un des développements les plus récents de cette approche consiste à s'interroger, à partir de la notion de « démobilisation culturelle », sur la façon dont les sociétés européennes sortent de la Grande Guerre. Mise en œuvre initialement à partir de la Grande Guerre, la notion de « culture de guerre », toujours discutée, est aujourd'hui considérée comme une clef heuristique susceptible d'être mobilisée pour l'ensemble des conflits du XXe siècle. Elle ouvre sur une approche anthropologique de la guerre. Sa capacité à articuler temps de guerre et temps de paix lui confère un caractère toujours opératoire.

Le renouveau de l'histoire coloniale n'échappe pas non plus à la réactivation de clivages idéologiques, plus ou moins masqués, et dément d'une certaine façon « l'éloignement », signe d'une plus grande sérénité enfin atteinte, pointé en 1992 par Daniel Rivet[10]. Des publications sur la « culture coloniale », à la charnière de la recherche scientifique et de la logique militante, débouchent à partir des années 1990 sur une remise en cause critique de la vulgate républicaine (14), alors que d'autres appellent explicitement à la « repentance coloniale ». Isabelle Merle et Emmanuelle Sibeud plaident pour « la nécessité des 'jeux d'échelle' en travaillant la question des liens et des articulations entre divers niveaux d'analyse, du micro-local à l'espace impérial en passant par le lien colonie/nation. Il s'agit de retisser les fils d'une histoire éclatée entre colonisés et colonisateurs, entre territoires et métropoles, entre nation(s) et empire(s), pour éclairer les cohérences et les tensions d'un univers à la fois mental et matériel, politique, juridique, économique, social et culturel, que fut l'univers colonial ». Cette perspective méthodologique est présentée comme une solution nécessaire afin de contrer les manipulations de la mémoire coloniale[11].

Ces trois débats témoignent aussi de la volonté d'ouvrir le questionnaire au-delà de l'hexagone.

Histoire globale, histoire connectée, histoire comparée

---

[9] François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 1914-1918 : retrouver la controverses », Site « La Vie des Idées », www.laviedesidées.fr, le 10 décembre 2008.

[10] Daniel Rivet, « Le fait colonial et nous. Histoire d'un éloignement », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1992.

[11] Isabelle Merle et Emmanuelle Sibeud, « Histoire en marge ou histoire en marche ? La colonisation entre repentance et patrimonialisation » dans Maryline Crivello, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, PUP, 2006.p. 245-255.

Le franco-centrisme est longtemps demeuré une caractéristique dominante des pratiques des contemporanéistes. Les moments clefs de l'histoire nationale (Révolution française et Empire, industrialisation, Seconde Guerre mondiale) représentaient un noyau majoritaire de recherches. Le maintien des approches régionales et locales, la politisation des débats historiographiques, le rôle fondateur de la Révolution française expliquaient, pour l'historien allemand Heinz-Gerhard Haupt, le poids préservé d'une historiographie hexagonale qui, de plus, se prêtait difficilement à la comparaison internationale[12]. « L'histoire comparative vantée par Marc Bloch, l'histoire sans rivage illustrée par Lucien Febvre et Fernand Braudel, et réclamée par les commissions du CNRS, est restée de l'ordre du vœux pieux » constatait en 1995 Christophe Charle[13]. La grande majorité des contemporanéistes s'adonnaient prioritairement à l'histoire nationale. En janvier 1999, Catherine Coquery-Vidrovitch lance, dans les colonnes de *Vingtième siècle*, un « plaidoyer pour l'histoire du monde dans l'université française ». L'internationalisation passe aussi par les débats qui alimentent les historiens par-delà les frontières. Les questions relatives au *Linguistic turn* américain et à la *microstoria* italienne ont certes été présentées et discutées en France. Ont-elles pour autant réellement infléchi, sauf exceptions, les pratiques de recherches des contemporanéistes ? Certains concepts sont exportés, non sans infléchissements, d'une historiographie nationale à l'autre. L'histoire des femmes par exemple a intégré les catégories de *gender*, de *race* et d'*etnicity* issues de l'historiographie américaine. Les ouvrages de Joan Scott sont traduits, suscitent un réel intérêt, mais n'ont guère suscité de recherches comparables en France. L'histoire du genre, portée par une forte demande sociale, s'est cependant installée dans le paysage universitaire, et a contribué à renouveler l'histoire sociale (15). De même, l'appropriation française de la micro-histoire se démarque de la *microstoria* italienne : le choix du micro se présente moins comme une nécessité théorique que comme une plus-value heuristique. Le micro n'a pas un privilège exclusif, mais c'est plutôt le jeu des échelles qui est privilégié. Cette variation des échelles, souligne Jacques Revel en 1996, « rend possible la construction d'objets complexes et donc la prise en compte de la structure du feuilleté du social ». Cette appropriation donne lieu à quelques travaux empiriques, encore rares, dont la diversité reste de mise (16 et 17).

Depuis quinze ans, l'internationalisation de la recherche, le développement des travaux sur les aires culturelles et la volonté de rompre avec une histoire par trop européocentrée suscitent

---

[12] Heinz-Gerhard Haupt, « La lente émergence d'une histoire comparée » dans Jean Boutier et Dominique Julia (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, 1995, p. 196-207.

un renouveau de l'histoire globale. La *Global History* ou *World History*, issue de l'historiographie anglo-saxonne est mieux connue, mais encore peu pratiquée. En France, les *Annales, Histoire, sciences sociales* (« Une histoire à l'échelle globale », 2001, « L'exercice de la comparaison », 2002), la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (« Histoire globale, histoires connectées », 2007), *Le Débat* (« Écrire l'histoire du monde », 2009) ont contribué à sensibiliser la communauté historienne. Surtout, l'histoire des transferts culturels, issue initialement des recherches des germanistes, et l'histoire comparée se sont plus nettement développées, notamment dans le cadre de recherches collectives. L'enquête, menée ces dix dernières années dans le cadre de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, sur la notion de capitales culturelle est à ce titre exemplaire[14]. La nécessité d'insérer les questionnaires qui concernent l'histoire de France dans une perspective comparatiste s'est progressivement généralisée. La position défendue par Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud, à propos de l'histoire économique du XIXe siècle, peut somme toute être généralisée à un grand nombre de processus historiques : « L'évolution de l'économie française au cours du XIXe siècle s'est opérée selon un certain nombre de processus, comme l'industrialisation, la tertiarisation avec la croissance des secteurs commercial, assurantiel et bancaire, avec celle des transports, les mutations des modes de fonctionnement et de gestion des entreprises, la transformation des paysans en agriculteurs ou en éleveurs, qui sont des caractéristiques communes à tous les pays constituant le peloton de tête dans la hiérarchie des niveaux de développement. La problématique pertinente n'est donc pas de se demander quelles relations causales expliquent tel ou tel processus dans une analyse des variables endogènes à l'intérieur de l'hexagone ou bien de tenter de mesurer l'intensité de ce même processus dans l'absolu. Ces évolutions communes ne peuvent qu'être étudiées à l'échelle européenne dans une perspective comparative »[15]. De même l'UMR Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe (IRICE), créée en 2002, croise deux méthodes pour mieux cerner l'objet « Europe », repérer les spécificités européennes et leur évolution, isoler les éléments de continuité et de rupture dans les différents processus européens : celle du comparatisme et celle de l'étude des relations internationales.

---

[13] Christophe Charle, « Etre historien en France : une nouvelle profession ? » dans François Bédarida (dir.), *L'histoire et le métier d'historien en France, 1945-1995*, Paris, MSH, 1995, p. 21-44.

[14] Christophe Charle et Daniel Roche (dir.), *Capitales culturelles, capitales symboliques, Paris et les expériences européennes XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002 ; Christophe Charle (dir.), *Capitales européennes et attraction culturelle XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Editions rue d'Ulm, 2004 et Christophe Charle (dir.), *Le temps des capitales culturelles XVIIIE-XXe siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2009. Voir également la trajectoire individuelle de Christophe Charle (18 à 20).

D'une manière générale, l'ensemble des équipes de recherches sont désormais inscrites dans des réseaux scientifiques transnationaux, souvent thématiques. Les financements européens sont plus présents que jadis, et contribuent à la hiérarchisation des équipes de recherches. Les thèses en co-tutelle se sont multipliées. De nombreux jeunes chercheurs travaillent, dans des perspectives plus ou moins comparatistes, sur l'histoire contemporaine des autres pays, notamment européens. La mobilité des doctorants et des chercheurs, notamment à l'échelle européenne, s'est considérablement renforcée. Les écoles françaises à l'étranger (Rome et Madrid), la Maison française d'Oxford ou encore, depuis 1992, le Centre Marc Bloch de Berlin ont conforté leur rôle d'interface entre l'historiographie française et les autres historiographies[16]. L'Internet a également favorisé les liens interpersonnels à l'échelle internationale, et permis la constitution de listes thématiques (réseau H-Net par exemple), appropriées avec prudence et retard par les historiens français. Quelques chercheurs, certes encore peu nombreux, sont désormais en poste dans des universités américaines, britanniques ou helvétiques.

Le dialogue avec les autres historiographies bute cependant sur le déclin de la langue française comme langue scientifique. La généralisation de la langue anglaise rend nécessaire la publication dans cette langue, sauf à réduire de beaucoup le potentiel de réception des travaux réalisés, quelle que soit leur qualité. Certaines revues, comme *La Revue d'histoire du XIXe siècle, Histoire & sociétés. Revue européenne d'histoire sociale* et *Le Mouvement social*, ont cependant multiplié les traductions afin de rendre plus accessible les débats qui mobilisent les historiographies étrangères, notamment anglo-saxonnes. La frilosité de l'édition française face à une nécessaire politique de traduction perdure cependant. Le débat qui a accompagné, en 1999, la traduction française tardive de *L'Age des extrêmes* (1994) d'Eric John Hobsbawm a rendu plus visible cette configuration éditoriale, perçue dans le monde anglo-saxon comme une forme de provincialisme culturel. La politique d'achat des bibliothèques universitaires n'arrange rien. Le volume *Writing Contemporary History*, dirigé par Robert Gildea et Anne Simonin, publié chez Hodder Arnold en juillet 2008, attend toujours une traduction française, et n'a été acheté par aucune bibliothèque universitaire, alors même que l'ouvrage développe une histoire comparée de l'historiographie française et britannique.

---

15 Patrick Verley et Jean Luc-Mayaud, « Nouvelles approches en histoire économique », *La revue d'histoire du XIX siècle*, 2001, n° 23.

16 Voir notamment la série de colloques organisés par la Casa de Velásquez, sous l'impulsion de Benoît Pellistrandi : *La historiografía francesa del siglo XX y su acogida en España*, 2002 ; *L'histoire religieuse en France et en Espagne*, 2004 et *L'histoire culturelle en France et en Espagne*, 2008.

Historiographie et épistémologie

Les historiens français, notamment les contemporanéistes, ont longtemps porté une faible attention à l'histoire de leur discipline. Ces dernières années, l'historiographie enregistre un véritable regain d'intérêt. La revue *EspacesTemps* a contribué à alimenter ce renouveau qui touche toutes les périodes, mais qui est particulièrement sensible pour la période contemporaine. La synthèse *Les courants historiques en France, XIXe-XXe siècle*, publiée en 1999 par Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, traduit parfaitement cette configuration. Dépassant les méthodes classiques de l'histoire intellectuelle et de l'histoire des idées, l'historiographie est devenu de plus en plus une sociologie historique de la profession et des usages de l'histoire. Son enseignement s'est généralisé au sein des universités. Cette affirmation de l'historiographie rencontre un regain incontestable pour les interrogations épistémologiques. Sans être totalement absentes au sein de l'école historique française, ces approches se faisaient rares et pesaient somme toute assez peu sur les pratiques quotidiennes de la grande majorité des historiens. La majorité de ceux-ci restaient sceptiques, voire méfiants, face à des interrogations le plus souvent comprises comme une résurgence d'une philosophie de l'histoire, contre laquelle l'école historique française s'était construite depuis la fin du XIXe siècle. L'affirmation de l'histoire du temps présent a incontestablement contribué à relancer le débat épistémologique, notamment chez les contemporanéistes. La réactivation du débat autour de l'écriture de l'histoire et du récit constitue aussi un point de cristallisation des réflexions épistémologiques. L'intérêt que porte l'équipe éditoriale de la revue *EspacesTemps* à des auteurs comme Reinhart Koselleck, Michel de Certeau et Paul Ricœur témoigne de cette dimension épistémologique. La réception historienne des travaux de Paul Ricœur est particulièrement révélatrice d'un dialogue renoué entre l'histoire — en réalité quelques historiens — et la philosophie. *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (2000) est l'objet d'une réception historienne exceptionnelle. L'utilisation de la notion de « régime d'historicité », c'est-à-dire les différents modes d'articulation des catégories du passé, du présent et du futur, proposée par François Hartog (21), participe aussi de cette attention portée aux analyses réflexives, même si les travaux empiriques qui mobilisent cet instrument heuristique restent rares (22). La question des archives est devenue un véritable objet d'histoire, même si quelques réactions positivistes sont également perceptibles. La pratique des « archives orales » a été confortée par un double processus de reconnaissance intellectuelle et institutionnelle. Elle a conduit à de nouvelles relations entre historiens et archivistes : une chaîne professionnelle s'est constituée depuis la production de l'entretien jusqu'à son interprétation, sa valorisation et sa réception. Plusieurs essais, rédigés par des contemporanéistes, ont

alimenté la réflexion. En 1996, la publication de *Sur la « crise » de l'histoire* de Gérard Noiriel réactive le débat, récurrent depuis plus d'une décennie, sur la situation de la discipline. La réalité (ou l'ampleur) de cette « crise » n'est cependant pas unanimement partagée par l'ensemble des historiens. En 2008, Christophe Prochasson, dans son essai *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, diagnostique également une crise de confiance qui ébranle l'histoire savante.

Cette conjoncture historiographique, marquée par « l'émoi patrimonial » (Jean-Pierre Rioux) et la prégnance de l'instrumentalisation politique de l'histoire, a également suscité un intérêt renouvelé des contemporanéistes pour deux questions en partie liées : l'histoire des « guerres de mémoire » et le rôle des historiens dans la Cité. Dans la lignée des *Lieux de Mémoire*, réédités dans la collection « Quarto » de Gallimard en 1997, mais non sans écart avec la perspective privilégiée par Pierre Nora, de nombreuses recherches, le plus souvent collectives, témoignent de l'intérêt des contemporanéistes sur les usages de l'histoire, et plus largement les usages politiques et culturels du passé. En second lieu, le rôle social de l'historien, lui aussi interrogé dans toute l'épaisseur de l'histoire contemporaine, revient au premier plan des interrogations de certains contemporanéistes (23). La question de l'expertise, notamment dans le cadre de la place des historiens dans les prétoires, a été posée, et débattue dans la conjoncture ouverte par le procès de Maurice Papon (24 et 25). La multiplication des structures ad hoc qui viennent financer les recherches et les manifestations scientifiques (fondations et associations liées à des partis politiques ou à des syndicats ; comités d'histoire de ministères ou d'institutions publiques) posent la question de l'indépendance de la recherche, et de la tension à gérer entre les chercheurs et les commanditaires et partenaires. Les derniers écrits de François Bédarida, directeur-fondateur de l'IHTP, ont été pour une part consacrés à la responsabilité sociale de l'historien dans les sociétés contemporaines (26).

Les propositions de Gérard Noiriel (27) – mettre en évidence l'historicité du monde pour mieux comprendre comment le passé pèse sur le présent – ou de Pierre Rosanvallon (28) – l'histoire conçue comme un mode d'interrogation du réel – affichent une conception de la recherche qui dépasse les seuls enjeux académiques et corporatistes. Dans les plus jeunes générations, Guillaume Mazeau, auteur du *Bain de l'histoire*, défend également une conception de l'histoire comme pratique citoyenne participant d'un débat public ouvert à la contradiction. Afin de répondre à la force médiatique du *Storytelling*, l'auteur plaide pour un retour des universitaires au sein de Cité : « Proposer une histoire engagée, tenter un plongeon contrôlé sans renoncer aux protocoles définis par la profession, ne serait-ce pas reconnaître la

dignité de tous les producteurs du passé, tout en défendant une conception républicaine de l'histoire au sein du débat démocratique »[17]. Le « Comité de vigilance des historiens face aux usages publics de l'histoire » (CVUH) et le collectif « Liberté pour l'Histoire », nés en 2005 dans la conjoncture du débat sur les « lois mémorielles », incarnent, non sans différences, une prise de position assumée des universitaires dans le débat public. Au total, la dénonciation de l'instrumentalisation politique de l'Histoire et des injonctions normatives venant de l'extérieur de la profession — du législateur ou des porteurs de mémoires communautaires — réunit les différents protagonistes qui affichent une perspective à la fois corporatiste, citoyenne au service de la démocratie, même si les formulations diffèrent quelque peu. L'enjeu pour les historiens se situe également sur un autre plan : comment rendre audible le discours scientifique dans une société saturée à la fois par la tyrannie de la mémoire et le présentisme.

Les enjeux de la valorisation des recherches

La transmission et la diffusion des acquis de la recherche est restée une préoccupation des contemporanéistes, dans une conjoncture éditoriale jugée le plus souvent morose. La formule du dictionnaire a connu un grand succès[18], témoigne d'une nouvelle forme d'écriture de l'histoire, et a pour une part contribué à éclipser au plan de la forme éditoriale les grandes synthèses collectives qui avaient marqué les deux décennies précédentes. Ces dernières subsistent cependant : *L'Histoire de La France industrielle* (Maurice Lévy-Leboyer, 1996), *L'histoire générale des systèmes politiques* (Maurice Duverger et Jean-François Sirinelli, 1997-1998), *L'histoire culturelle de la France* (Jean-François Sirinelli et Jean-Pierre Rioux, 1997-1998), *L'Histoire des gauches en France* (Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, 2004), *L'Histoire de la France politique* (Serge Berstein et Michel Winock, 2004), *L'histoire*

[17] Guillaume Mazeau, *Le Bain de l'histoire. Charlotte Corday et l'attentat contre Marat 1793-2009*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 354.

[18] Une sélection : Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 1995 ; Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996 ; Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre*, Paris, Hachette, 1999 ; Jean-Noël Jeanneney (dir.), *L'écho du siècle. Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, 1999 ; Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse-CNRS, 2001 ;Vincent Duclert et Christophe Prochasson (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002 ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004 ; François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Laffont, 2006 ; Claire Andrieu, Philippe Braud et Guillaume Piketty (dir.), *Dictionnaire De Gaulle*, Paris, Laffont, 2006 ; Jean-Pierre Rioux (dir.), *Dictionnaire de la France coloniale*, Paris, Flammarion, 2007 ; Jean Garrigues (dir.), *La France de la Ve République 1958-2008*, Paris, Armand Colin, 2008 ; Christian Delporte, Jean-Yves Mollier et Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de l'histoire culturelle de La France contemporaine*, Paris, PUF, 2010.

urbaine de l'Europe (Jean-Luc Pinol, 2007) ou *L'histoire du corps* (Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello, 2005-2006). Les contemporanéistes participèrent également à la monumentale *Histoire du Christianisme* publiée chez Desclée sous la forme de quatorze volumes entre 1995 et 2001. D'une manière générale, l'histoire contemporaine a conservé, par rapport aux autres périodes, une place importante dans le monde de l'édition, même si, sur les tables des librairies, l'histoire savante est fortement concurrencée par les publications des journalistes et des témoins. L'édition en format de poche accorde une grande place aux ouvrages des contemporanéistes ; ce qui permet à ceux-ci de toucher un plus large public. L'histoire contemporaine bénéficie assurément d'une plus grande médiatisation, et les polémiques récurrentes, dont l'écho dans l'opinion publique est indéniable, a renforcé cette meilleure visibilité.

Les revues scientifiques jouent un rôle important dans la diffusion des acquis de la recherche. Diffusées à quelques milliers d'exemplaires, elles sont un lieu de reconnaissance et de débat intellectuel. *Les Annales*, appuyées sur l'EHESS et un réseau de diffusion internationale, demeurent une référence, et ont accordé une plus grande place à l'histoire contemporaine, notamment au sein de la rubrique comptes-rendus. *La Revue Historique*, *La Revue d'histoire moderne et contemporaine* et *Histoire, économie et société* ont renouvelé leurs équipes rédactionnelles, et restent proches des réseaux universitaires. *Les Annales historiques de la Révolution française*, *La Revue d'histoire du dix-neuvième siècle*, *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*, et *Vingtième siècle, revue d'histoire* témoignent du poids préservé des découpages chronologiques. *Le Mouvement social*, qui avait contribué à donner ses galons universitaires à l'histoire ouvrière, s'oriente vers une association plus étroite entre l'histoire sociale et culturelle. Quelques nouvelles revues traduisent l'infléchissement et le renouvellement des questionnaires. Les contemporanéistes sont très présents au sein des rédactions d'*Histoire et Sociétés rurales* (1993), *Clio, Histoire, femmes et sociétés* (1995) ou encore *Histoire urbaine* (2000). *Genèses* tente, depuis 1990, de renouer les liens entre l'histoire et les sciences sociales. Cette revue a largement contribué à légitimer les approches socio-historiques, mais le débat autour de cette notion a principalement mobilisé sociologues et politistes, beaucoup moins les contemporanéistes (29). *Histoire & sociétés. Revue européenne d'histoire sociale* a proposé, de 2002 à 2009, une histoire sociale renouvelée, centrée sur l'histoire du travail, à l'horizon comparatiste, et a eu l'ambition, appuyée sur une édition soignée et attractive, de toucher un large public. *Sociétés et représentations* (1995) et *Le Temps des médias* (2003) confirment l'embellie de l'histoire culturelle, et la légitimité acquise par de nouveaux domaines de recherches. Depuis 2003, *Parlement[s], Revue d'histoire politique* témoigne de la pluralité de l'histoire politique. En 2008, le lancement de la revue *Ecrire l'histoire* souligne le renouveau de l'historiographie dans le cadre d'un projet éditorial pluridisciplinaire qui associe des historiens, des historiens d'art et des historiens de la littérature. L'innovation la plus importante, somme toute récente, est la création de nouvelles

revues, uniquement disponibles sur la Grande Toile, et qui cherchent peu ou prou à en utiliser toutes les potentialités techniques et médiatiques : *Histoire@politique* (2007), *Genre & Histoire* (2007) ou encore *La Révolution française* (2009).

Ce panorama, nécessairement synthétique, ne peut rendre justice à la diversité et à la richesse de l'histoire contemporaine pratiquée en France depuis quinze ans. L'éclectisme historiographique me semble une caractéristique majeure, qui remet en cause la notion d'école historique française. En second lieu, le désenclavement de l'histoire contemporaine est sur la bonne voie, et témoigne de l'internationalisation croissante de la recherche. Le véritable enjeu se situe à cette échelle : comment rendre visible cette diversité ; comment combiner les différentes échelles pour rendre compte à la fois, et sans simplification, de l'histoire des Etats-nation, de la France notamment, de l'Europe, et de l'histoire du Monde.

Philippe Poirrier
Université de Bourgogne

Références bibliographiques

(1) Jean-Clément Martin (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

(2) Michel Biard (dir.), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, Tallandier, 2010.

(3) Jean-Yves Mollier, Martine Reid et Jean-Claude Yon (dir.), *Repenser la Restauration*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005.

(4) Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, *68. Une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008.

(5) Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle,* Paris, Seuil, 1997

(6) Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Seuil, 2004

(7) Pascal Ory, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2007 [2004]

(8) Laurent Martin et Sylvain Venayre (dir.), *L'histoire culturelle du contemporain,* Paris, Nouveau monde éditions, 2005.

(9) Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003.

(10) Jean-François Sirinelli, *Comprendre le XXe siècle français*, Paris, Fayard, 2005.

(11) Bernard Lepetit, *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995.

(12) Jacques Revel : *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Seuil-EHESS, 1996.

(13) Jacques Revel, *Un Parcours critique. Douze exercices d'histoire sociale*, Paris, Galaade édition, 2006.

(14) Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (dir.), *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours,* Paris, CNRS Editions, 2008.

(15) Françoise Thébaud, *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, Ens Editions, 2007

(16) Alain Corbin, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot*, Paris, Flammarion, 1998.

(17) Paul-André Rosental, *Les Sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du 19e siècle*, Paris, EHESS, 1999.

(18) Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essais d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996.

(19) Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001.

(20) Christophe Charle, *Théâtres en capitales, naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*, Paris, Albin Michel, 2008.

(21) François Hartog, *Régimes d'historicité*. *Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

(22) Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia (dir.), *Historicités*, Paris, La Découverte, 2009.

(23) Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003.

(24) Jean-Noël Jeanneney, *Le passé dans le prétoire. L'historien, le juge et le journaliste*, Paris, Seuil, 1998.

(25) Henry Rousso, *La Hantise du passé*, Paris, Textuel, 1998.

(26) François Bédarida, *Histoire, critique et responsabilité*, Bruxelles, Complexe, 2003.

(27) Gérard Noiriel, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006.

(28) Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.

(29) François Buton et Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.